

## Rencontres économiques Focus « République Dominicaine-Haïti »

Du 10 au 12 décembre 2018, l'adjoint du SER République Dominicaine et Haïti, Thomas PLISSON, a rencontré les entreprises, les organisations professionnelles et les partenaires institutionnels à l'export.

Le 11 décembre, une rencontre économique sur les marchés « République Dominicaine – Haïti » a rassemblé une dizaine d'entreprises.

La rencontre a débuté par une présentation des deux fonctions d'un Service Economique dans une ambassade.

L'analyse du risque pays et le suivi des grands projets recouvrent 4 grands points : délivrance d'avis sur les projets éligibles à des dispositifs publics français, identification des grands projets et/ou projets d'investissements, le soutien aux entreprises françaises, les litiges.

Le conseil économique à l'Ambassadeur et la promotion de l'attractivité du territoire s'articulent autour de l'animation de la relation économique bilatérale, la coordinations des acteurs économiques locaux et l'attractivité du territoire.

Puis, il a longuement présenté la situation macroéconomique de ces marchés caribéens, leurs pratiques commerciales, les secteurs porteurs et les opportunités d'affaires.

### L'économie dominicaine.

En 2017, le secteur des services représente 62% du PIB contre 25% pour l'industrie et 6% pour l'agriculture. Les secteurs les plus dynamiques ont été le tourisme (+6,7%), le raffinage du pétrole et du gaz (+6%), l'agriculture (+5,6%), l'industrie agroalimentaire (+5,3%), le stockage et les transports (+5%), les zones franches (+4,6%), l'intermédiation financière (+4,4%) et la construction (+4,1%).

Tous les secteurs d'activité ont affiché une croissance positive, à l'exception de la santé publique (-5,7%) et de l'administration publique et de la défense (-0,5%).

Entre 2010 et 2017, la dette du secteur public non financier (hors dette de la Banque centrale) a augmenté de 99% pour s'établir fin 2017 à 38,9% du PIB (29,5 Md USD).

La dette externe est détenue à 12,8% par les bailleurs bilatéraux, 53,7% par différents investisseurs et à 23,6% par les bailleurs multilatéraux.

Parmi ces derniers, la BID arrive en tête avec un encours de 3 Mds USD (15,8% de la dette externe) devant la Banque mondiale (920 MUSD ; 4,9%) et la CAF (202 MUSD et 1,1%).

Malgré les fluctuations de la dette, le risque reste stable et le pays ne rencontre pas de difficultés particulières pour obtenir des financements

Le budget 2018 prévoit une augmentation des recettes fiscales de 0,5% du PIB. Le déficit public consolidé devrait se réduire à 4,3% du PIB en 2018 (-4,6% en 2017).

La stratégie de développement de la République dominicaine s'est fondée sur une politique d'attraction des investissements directs étrangers (IDE) qui a transformé le pays en premier récepteur d'IDE des Caraïbes (3,6 Mds USD en 2017). Le pays possède des infrastructures modernes et en nombre (13 ports, 8 aéroports internationaux et plusieurs autoroutes)

La France est le 8<sup>ème</sup> investisseur étranger en 2017 avec 1,9% du stock total. Le secteur de l'industrie et du commerce représente désormais 38% des IDE, suivent le tourisme (20%), l'immobilier (15%), et le secteur minier (11,5%) qui concentrent 85% des IDE en 2017. Les premiers investisseurs en 2017 sont les Etats-Unis (732 MUSD, 20% du total), le Canada.

En 2017, l'inflation a été de 3,28% et devrait atteindre 4,4% en 2018, restant ainsi dans la cible de la Banque centrale. Le FMI prévoit une croissance de 5,5% en 2018. Le déficit courant a atteint son plus bas niveau depuis 2010, à 0,25% du PIB.

La faible demande intérieure a freiné les importations (+1,7% en 2017 après +2,9% en 2016) alors que la demande extérieure croissante et la dépréciation du taux de change (-2,3% en 2017) ont stimulé les exportations (+2,9%).

Le DR-CAFTA (Dominican Republic–Central America Free Trade Agreement) établit une zone de libre-échange entre les pays d'Amérique centrale, les Etats-Unis et la République dominicaine. Ce traité multilatéral est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2007.

Dans ce cadre, les exportations américaines en RD ont augmenté de 32%. Les exportations dominicaines, motivées par les zones franches, ont crû de 45%.

L'APE UE-CARIFORUM (Accord de Partenariat Economique Union Européenne- 15 états de la Caraïbe) permet à la République dominicaine de s'inscrire dans sa stratégie de diversification de son économie.

Les exportations dominicaines vers l'UE ont augmenté de 78% et celles de l'UE vers la RD de 97%.

Les pays émergents latino-américains et la Chine sont devenus des fournisseurs stratégiques de la République dominicaine. Les Etats-Unis restent le premier fournisseur,

loin devant la Chine. Suit le Mexique qui devient incontournable sur les combustibles et les biens d'équipement, le Brésil (céréales, de l'acier et des machines) et l'Espagne qui exporte des machines, du mobilier, de la céramique...

La France est le 9<sup>ème</sup> fournisseur avec 2% de part de marché.

Les Etats-Unis absorbent encore plus de la moitié des exportations dominicaines. Haïti reste le deuxième client avec plus de 10% des ventes<sup>1</sup>.

Les échanges commerciaux avec les CFA - Collectivités Françaises d'Amérique sont en baisse de -15% en 2017 et représentent 0,32% du commerce extérieur total des Antilles françaises et de la Guyane (11,2 M€). Ils sont constitués à 87% d'importations et concernent surtout la Guadeloupe et la Martinique. Le déficit s'est accentué en 2017 puisque les exportations ont chuté de -50% et les importations de -5%. La part du commerce entre les CFA et la RD dans les échanges bilatéraux a diminué, elle représente 3,8% en 2017 contre 4,5% l'année précédente.

## Les secteurs porteurs et opportunités d'affaires

### • Les opportunités dans le tourisme

Une approche avec du matériel et des produits transformés pour le secteur touristique. Les services au bénéfice du secteur (services hôteliers, formations, excursions/attractions, tours opérateurs...). Un tournant s'opère vers le tourisme culturel, écologique et raffiné.

### • Les zones franches

La loi n°8-90 encourage la création de nouvelles zones franches. L'amendement fiscal de 2011 (loi 139-11) impose aux sociétés présentes dans ces zones de s'acquitter de 2 impôts sur leur vente au marché local (2,5% sur les ventes brutes et 18% d'ITBIS). Il y a 3 types :

\*zones franches industrielles ou de services dédiées à la manufacture de biens et à la prestation de services

\*zones franches à caractère frontalier. Elles doivent se situer entre 3 et 25km de la frontière haïtienne.

\*zone franches spéciales pour les entreprises dont la production doit être à proximité des ressources naturelles.

### • La distribution

La distribution est en pleine croissance : 13 malls à Saint-Domingue, 50 hypermarchés dans le pays mais peu de produits français. La classe moyenne qui augmente représente 30% de la population. L'accès au crédit à la consommation est en plein essor.

### • L'agriculture et l'agroalimentaire

Un secteur qui présente un potentiel important mais peu exploité. Les opportunités d'investissements sont dans le conseil et l'ingénierie (agronomie, certification, traçabilité,

sécurité alimentaire), dans les matériels et équipements agroalimentaire.

### • L'eau et l'environnement

C'est le secteur prioritaire pour la plupart des bailleurs de fonds. Près de 9 projet sont inscrits dans le projet de loi de finances 2017 pour des besoins en adduction et traitement de l'eau. Il existe aussi des besoins conséquents en matière de tri des ordures et de recyclage des déchets.

### • L'énergie

Tant dans les énergies traditionnelles que les énergies renouvelables, les besoins sont prégnants. Une volonté politique s'est dessinée avec la mise en place de la Commission Nationale de l'Energie dans le cadre de la loi 57-07 adoptée en 2007. Elle vise, en autres, à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et à contribuer à la réalisation des objectifs du Plan Energétique National 2004-2025. La loi s'applique aux parcs éoliens, aux centrales hydroélectriques, aux projets photovoltaïques, aux centrales solaires thermodynamiques. Elle assure, entre autres, une exonération des taxes d'importation, de TVA (ITBIS), de l'impôt sur le revenu dans le cas de vente et/ou installation d'équipements fabriqués localement.

### • Les transports

Une extension de la 2<sup>ème</sup> ligne de métro est en cours. Face à la saturation du réseau, une augmentation des capacités de la ligne 1 est fléchée dans le budget 2018. La ligne de téléphérique a été inaugurée en mai 2018. Les travaux pour une 2<sup>ème</sup> ligne sont prévus pour 2019. L'AFD finance une étude pour la mise en place d'un plan de mobilité urbain de St Domingue.

## Un point sur l'environnement des affaires.

En 2017, la République dominicaine a été classée 135<sup>ème</sup>/180 par Transparency International<sup>2</sup>. Elle perd 15 places par rapport à 2016.

Loi sur la distribution exclusive (loi 173) qui régit les relations entre un fournisseur étranger et son distributeur dominicain. Les dispositions de cette loi sont très favorables à l'importateur, le concessionnaire ou l'agent local. Il peut être très difficile ou très coûteux de rompre un contrat de distribution. L'ouverture d'une filiale peut être privilégiée sur le contrat de distribution.



## L'économie haïtienne

Pour l'année budgétaire 2016-2017, l'économie a crû de 1,2%. L'économie haïtienne est tournée vers les services. En 2017, le tourisme représente 29%, les transports et communications 8%, et le commerce 12%. L'agriculture 21%, la construction 10% et l'industrie 8%.

Le secteur primaire a augmenté de 4,2%, porté par le renversement de tendance de l'agriculture (+4,1% contre -6% l'année précédente) et des industries extractives (+7,7%, après -15,8%).

L'indice du secteur secondaire a enregistré une croissance de 3% en glissement annuel avec +3,2% pour la branche industrie manufacturière et +3,4% pour la construction.

Enfin, l'indice du secteur tertiaire a augmenté de 3,5 %, contre +0,6% l'année antérieure.

L'année budgétaire 2016-2017 a crû de 1,2%. La consommation a augmenté de 2,7% et le taux des investissements privés de 0,9%.

Au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année budgétaire 2017-2018 (octobre-décembre), l'Indicateur conjoncturel d'activité économique est de 3,4% sur un an.

L'équilibre externe dépend des transferts des émigrés et des dons. De 2010 à 2017, les transferts des travailleurs sont passés de 1,47Md USD à 2,72Md USD. Sur la même période, l'assistance externe est passée de 16,5% à 4,4% du PIB. A cette baisse graduelle, s'ajoute la faiblesse des recettes fiscales, la difficulté de contenir les dépenses courantes et le déficit budgétaire qui devrait atteindre 6,7% du PIB et 14% en excluant les dons.

Le gouvernement prend des mesures telles que l'augmentation des prélèvements obligatoires, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration des performances de l'administration fiscale, pour accroître les recettes fiscales.

En 2017, l'inflation s'est établie en moyenne à 14,7%. Elle est sur une tendance baissière : en mars 2018, elle se porte à 12,9% en glissement annuel, contre 13,3% en décembre 2017. Les prix sont tirés à la hausse par l'alimentation, l'habillement, l'immobilier et la santé. L'inflation devrait continuer de diminuer pour atteindre 11% en moyenne en 2018.

Pour l'année 2018, le FMI prévoit une croissance de 2%.

Le rythme de croissance est supérieur à la moyenne des pays d'Amérique latine mais en dessous du potentiel d'Haïti.

Avec l'arrêté présidentiel faisant de la gourde la seule et unique monnaie de transaction, les transactions commerciales sur le territoire et les contrats à titre onéreux conclus par l'Etat haïtien avec des tiers sont libellés et payés en gourde. Mais les transactions sur les comptes en devises

restent et demeurent inchangées ainsi que les rémunérations en dépôt.

En 2017, le risque de change est resté élevé, caractérisé par des fluctuations importantes. En septembre 2018, la gourde était à 69,9HTG/USD en moyenne.

Le compte courant s'est creusé en 2017 à -2,9% du PIB, après -1% en 2016.

Les importations de biens et services ont augmenté de 11,8% en 2017, atteignant 4,69 Md USD, alors que les exportations ont baissé de 0,8% (1,59 Md USD).

Les Etats-Unis absorbent 81% des exportations haïtiennes, suivis de la République Dominicaine avec 5%. Les produits exportés sont à 87% des produits manufacturés et à 13% des produits agricoles (mangues, fruits de mer et autres produits agricoles) ou transformés (huiles essentielles, cacao, café). Les autres clients dont la France se regroupent dans les 14% restants.

Les États-Unis sont le premier fournisseur d'Haïti avec 43% des importations, loin derrière la Chine avec 14%, puis Curaçao avec 10%. La République Dominicaine est 4<sup>ème</sup> avec 9%, suivie de l'Inde (9%), la Turquie (5%), l'Indonésie (4%), les Pays-Bas (3%). La France est en 9<sup>ème</sup> position avec 3% des importations.

Les échanges avec la France ont stagné jusqu'en 2014. De 24M€ en 2009, les échanges bilatéraux ont éteint 70M€ en 2017, confirmant la tendance haussière constatée en 2015.

Les échanges commerciaux France-Haïti se sont renforcés depuis 2010, impulsés par les projets financés par l'aide internationale. La balance commerciale avec la France est excédentaire de 33,7 M€ en hausse de 6% par rapport à 2016.

La France est le premier partenaire commercial européen d'Haïti mais son 11<sup>ème</sup> fournisseur avec une part de marché de 1,8% en 2017.

Pour la France, Haïti est son 132<sup>ème</sup> client mondial et son 19<sup>ème</sup> client de la région Caraïbes-Amérique latine.

Les exportations françaises vers Haïti sont composées à 37% par des produits IAA qui ont progressé de 43% en 2017. Cette hausse s'explique surtout par 3,8 M€ d'exportations de sucre (contre 12 000 en 2016) devenant ainsi le 4<sup>ème</sup> produit d'exportation. Avec ce dernier, les aliments homogénéisés et diététiques (3,5 M€, +19% et 5<sup>ème</sup> produit d'exportation), le malt (2,5 M€, +40%), les produits laitiers (2,1 M€, +5%), les vins (1,8 M€, +8%) et les autres produits alimentaires (1,5 M€, +22%) concentrent 80% des exportations de ce secteur.

Les autres produits industriels représentent 34% des exportations françaises (17,5 M€, +28%), avec notamment 5,3 M€ d'autres produits manufacturés (2<sup>ème</sup> produit d'exportation), 3,8 M€ de vêtements (3<sup>ème</sup> produit) et 2 M€ de parfums et de produits de toilette (9<sup>ème</sup> produit).

## Rencontre économique « Marchés République Dominicaine –Haïti »

Les équipements mécaniques, le matériel électrique, électronique et informatique atteignent 10,6 M€ (-6% en 2017 après -18% en 2016). Les moteurs, génératrices et transformateurs électriques restent les premiers biens d'exportation avec 5,5 M€ (11% du total exporté) en diminution tout de même de 22% en 2017. Les moteurs et turbines (1,2 M€, 2% du total exporté) deviennent le 15<sup>ème</sup> produit d'exportation.

Enfin, les véhicules automobiles, 10<sup>ème</sup> produit d'exportation, se maintiennent avec 1,9 M€, 4% du total (en baisse de -7% en 2017).

Les importations en provenance d'Haïti ont augmenté de 53% en 2017 pour atteindre 18 M€. Haïti est le 136<sup>ème</sup> fournisseur mondial de la France et le 22<sup>ème</sup> fournisseur latino-américain et caribéen.

90% des importations de produits haïtiens en France sont composées d'huiles essentielles (16,2 M€, principalement du vétiver, ingrédient entrant dans la composition des parfums et de l'huile essentielle d'orange amère utilisée pour la production de liqueurs réputées). Après avoir progressé de 61,4% en 2015, et diminué de 10% en 2016, elles augmentent de 70% en 2017.

Les produits agricoles ajoutés à ceux issus des IAA représentent 5% du montant total des importations. Par ordre d'importance, les préparations et conserves à base de fruits et légumes, les plantes à boissons (cacao/café), les boissons alcoolisées distillées (rhum), les plats préparés, et les plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques représentent 93% des importations du secteur.

Les échanges commerciaux avec les Collectivités Françaises d'Amérique ont augmenté de 22% en 2017. Ils restent faibles et à sens unique.

Ils représentent 1,9 M€, soit 0,05% du commerce extérieur des CFA. La Martinique concentre 49% des échanges, suivie par la Guadeloupe (40%) et la Guyane (11%).

Les flux d'IDE sont encore relativement limités. Le stock s'élevait à 1,7Md€ soit 17% du PIB. Il se concentre dans le secteur industriel avec la Chine, le secteur hôtelier et le secteur « Energie » avec Trinidad et Tobago.

Le stock d'IDE français en Haïti s'élève à 27 M€ en 2016, dont 20 M€ dans le secteur de la cokéfaction et le raffinage, les industries chimique et pharmaceutique, produits en caoutchouc et en plastique et 7 M€ dans les services.

Une trentaine d'entreprises françaises sont présentes en Haïti, dont quelques-unes de la Martinique et la Guadeloupe qui évoluent dans la minoterie, le BTP second œuvre et l'agriculture.

Une politique d'attraction des IDE, pour redresser la faiblesse de la compétitivité de l'économie haïtienne, matérialisée par la mise en place d'un Centre de Facilitation des Investissements a permis au pays de passer du score de 2,9 à 3,2.

Le conseil consultatif présidentiel pour le développement et l'investissement est appelé à développer des stratégies novatrices pour attirer les IDE. La Commission pour la Réforme du Droit des Affaires a vu son mandat prolongé d'un an. Elle vise à préparer les réformes législatives et réglementaires sur la refonte du cadre des affaires.

430Md€ est le montant de la contribution internationale en Haïti en 2017.

Le FMI a approuvé un prêt concessionnel (taux 0) de 41,6 M USD, en 2017, à travers la Facilité de Crédit Rapide pour aider les autorités haïtiennes à répondre à la détérioration de la balance des paiements provoquée par les effets du passage de l'ouragan Matthew fin 2016. En effet, les pertes étaient évaluées à 1,9 Mds USD soit 23% du PIB haïtien.

La BID est le plus important contributeur multilatéral avec une enveloppe de 991MUSD au titre la période 2017-2021, contre 1,1Md USD pour la période 2011-2016. Elle s'attachera à l'accompagnement des projets d'investissements publics et privés sur 3 priorités : l'amélioration du climat des affaires pour renforcer la productivité, l'accès aux services publics de base et le renforcement des capacités du gouvernement en vue d'une soutenabilité budgétaire accrue.

La Banque Mondiale compte 729 M USD d'engagements destinés à 16 projets. Sa stratégie de partenariat 2016-2019 prévoit une enveloppe de 260 M USD (contre 120 M USD sur la période précédente) pour atteindre 4 objectifs (promouvoir une croissance inclusive en créant de plus grandes opportunités professionnelles, renforcer le capital humain et l'accès aux services publics, améliorer la capacité d'adaptation aux chocs climatiques, renforcer la gouvernance pour améliorer l'efficacité de l'État).

Le portefeuille de la Société financière internationale (SFI) s'élève à 117 M USD en 2018.

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) vient d'ouvrir un bureau en Haïti. Depuis l'adhésion d'Haïti en 2007, la BDC a engagé 134 M USD de subventions. Elle vient d'accorder un don de 5,5 M USD pour un projet de renforcement des capacités destinées à améliorer la gestion des risques de catastrophe et de résilience climatique à l'île à vache.

Dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED), 420 M EUR sont prévus sur la période 2014-2020. Cette enveloppe sera répartie dans les domaines de l'éducation, du développement urbain et infrastructures, de la réforme de l'état et modernisation de l'administration publique, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les bailleurs bilatéraux ne sont pas en reste.

Le Venezuela, via PetroCaribe, est le premier créancier du pays. Le poids de la dette liée à PetroCaribe sur le PIB est passé de 3% en 2008 à 20% en 2017. La dette du Venezuela représente 1,7 Md USD, soit 85% de la dette externe d'Haïti. La situation au Venezuela puis les deux enquêtes

# Rencontre économique « Marchés République Dominicaine –Haïti »

parlementaires haïtiennes sur les soupçons de détournements dans l'utilisation des fonds ont restreint les financements (23,9 M USD en 2017 contre 190 M USD en 2015).

Les Etats-Unis, avec 377 M USD d'aide en 2016 (chiffre préliminaire 2017 : 300 M USD), sont également très actifs notamment à travers USAID (260 M USD) et le Département de la Santé (100 M USD). Haïti, premier pays récepteur de l'aide américaine de la région qui se déclinent en quatre priorités: infrastructure et énergie ; sécurité alimentaire et économique, santé et autres nécessités basiques, démocratie et Etat de droit.

Le Canada, à travers l'agence canadienne de développement international (ACDI), a engagé 117 M USD en 2016-2017.

L'Espagne et la France sont les deux principaux bailleurs européens.

L'Espagne a engagé 130 M € sur la période 2015-2017.

La France, à travers l'Agence Française de Développement (AFD), prévoit d'engager 50 M € d'ici à 2020 dans le secteur de l'éducation, et intervient dans les secteurs de l'agriculture (irrigation), des services urbains, la santé. L'AFD soutient 15 projets pour un total de 175 M € dont 60 M€ restent à décaisser. Proparco intervient également dans les domaines de la microfinance (ACME), de l'appui au secteur privé (minoterie) et des infrastructures (Port). Sur ce dernier projet, un prêt, de 17,4 M USD a été signé début octobre 2018 pour la construction d'un nouveau terminal à conteneurs à Port-au-Prince, porté par un partenariat franco-haïtien.

## **Les secteurs porteurs et opportunités d'affaires.**

Le gouvernement a déterminé des choix de grappes de croissance prioritaire en termes de créations d'emplois avec une estimation des coûts de réalisation sur 5 ans.

- **Agriculture et élevage**

La grappe « fruits et tubercules » avec la mise en place d'une démarche « panier » avec des fruits de haute valeur. La grappe « Elevage » avec une production de volailles à petite et moyenne échelle et l'industrie laitière.

- **Tourisme**

Cette grappe vise à l'amélioration de l'image internationale du pays. Des investissements directs sont attendus dans des produits de découverte du pays.

- **Logement et développement urbain**

La construction de près de 250 000 habitations et d'un nombre indéfini de bâtiments commerciaux et publics atteindra à moyen terme une valeur annuelle de plusieurs milliards.

- **Confection/assemblage de vêtements**

Il s'agit d'attirer les investisseurs étrangers pour des produits d'assemblage de haut de gamme.

Le Plan Stratégique de développement d'Haïti est axé autour de 4 grands chantiers, source de nombreuses opportunités dans un cadre de priorités et de préférence.

La priorité est donnée aux projets dont le financement est déjà convenu avec des partenaires internationaux (Partenariat Public-Privé).

La préférence pour les projets « clé en main » permettra d'accélérer leur mise en œuvre.

Les composantes principales des 4 chantiers :

- **L'éducation et le développement**

L'accès à l'éducation, L'accès à la santé, L'accès à la culture, L'accès aux services sociaux, L'amélioration de la qualité de l'habitat

- **L'environnement et l'aménagement du territoire**

La protection et la mise en valeur de l'environnement, La mise en place du réseau de transport national, La structuration du corridor Cap-Haïtien/Ouanaminthe, le développement et l'aménagement de la périphérie Nord de Port-au-Prince, la reconstruction du centre-ville de Port-au-Prince et de sa cité administrative

- **L'économie et l'emploi**

La mise en œuvre de projets structurants à haute intensité de main d'œuvre, la modernisation et dynamisation de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, le développement des secteurs manufacturier, industriel, commercial et des services, Le développement touristique de la côte nord-ouest de l'île, Le développement urbain et touristique de Jacmel, Le développement urbain et touristique de l'axe Aquin/Côtes-de-Fer, Le développement urbain et touristique de l'île-à-Vache, La mise en place d'un réseau d'écotourisme, d'ethnotourisme et de tourisme d'aventure

- **L'énergie**

L'accroissement de la couverture énergétique

- **L'état de droit et la démocratie**

La gouvernance nationale, la gouvernance et le développement local, la société civile.

## **Un point sur l'environnement des affaires**

En 2017, la République d'Haïti a été classée 157<sup>ème</sup>/180 par Transparency International. Elle gagne 2 places par rapport à 2016. Si le climat politique et social est incertain, les autorités haïtiennes entendent donner une place prépondérante à l'amélioration du climat des affaires. Les politiques de reconstruction et stratégie de développement économiques sont définies avec les bailleurs de fonds.

## Lexique

**SER** : Service Economique Régional

**MUSD** : Millions de Dollars United States

**Mds USD** : Milliards de Dollars United States

**BID** : Banque Interaméricaine de Développement

**CAF** : Banque de développement latino-américaine

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**IDE** : Investissement Direct Etranger

**RD** : République Dominicaine

**APE** : Accord de partenariat Economique UE- CARIFORUM se présente comme un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le CARIFORUM qui inclut un important volet de coopération et de financement du développement. Il est entré en vigueur le 1er janvier 2009 en RD. Il a pour but de rendre compatible avec l'OMC les programmes de préférences unilatérales accordés aux pays ACP (Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique) dans le cadre de l'Accord de Cotonou

**CARIFORUM** : Forum des Etats de la Caraïbe, groupement des Etats des caraïbes signataires de la Convention de Lomé IV.

**UE** : Union européenne

**ITBIS** : TVA / Taxe sur la Valeur Ajoutée

**HTG** : Monnaie haïtienne Gourde

**HTG/USD** : parité Gourde/Dollar US

## Précisions

1 - : Le chiffre n'est pas disponible mais est estimé à 1 Md USD environ.

2-Transparency International : Organisation mondiale établie dans plus de 100 pays qui a pour objectif de lutter contre la corruption. <https://www.transparency.org>

## **Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la Guadeloupe**

### **Direction**

Rue des archives, Bisdary  
97113 Gourbeyre  
Tél. : 0590 80 50 50 - Fax : 0590 80 50 00

### **Bureau de Jarry**

Immeuble Raphaël, Lotissement 13  
ZI Jarry  
97122 Baie-Mahault  
Tél. : 0590 80 50 50 - Fax : 0590 83 70 75

### **Bureau de Basse-Terre :**

30 Rue des Bougainvilliers - Guillard  
97100 Basse-Terre - Tél. : 0590 99 35 99

### **Bureau des Abymes :**

Immeuble CEE, rue de l'abreuvoir, Dothémare  
97139 Abymes - Tél. : 0590 21 38 31

### **DIECCTE Unité Territoriale**

**de Saint-Martin & Saint-Barthélemy**  
Immeuble Pole Emploi-Rue de Spring - Concordia  
97150 Saint-Martin - Tél. : 0590 44 81 59

Directeur de Publication : Ludovic DE GAILLANDE

Rédacteurs : Thomas PLISSON,  
Adjoint au SER République Dominicaine-Haïti  
Ambassade de France

Marie-Lise MARCEL-ROCHE  
Service International – MIAI -Pole 3<sup>E</sup>  
DIECCTE de Guadeloupe

Internet : <http://www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr>

Courriel : [971.international@dieccte.gouv.fr](mailto:971.international@dieccte.gouv.fr)

Date de publication : Décembre 2018



Les informations présentes dans ce numéro « Regards à l'International » sont issues de sources consultables. Elles ne reflètent aucune prise de position.